

Rapport
annuel 2022

Déontologie laïcité

Déontologie

Rapport annuel 2022

Le présent rapport annuel d'activité de la déontologue/référente laïcité de la Ville de Vannes dresse le bilan de l'année 2022.

I. Les actions transversales

A. LA FORMATION

Après avoir formé l'ensemble des encadrant(e)s en septembre 2021, deux formations spécifiques ont été délivrées :

- > en septembre 2022, aux agents et agentes adultes relais et conseiller numérique relative à la laïcité
- > en octobre 2022, à l'ensemble des agent(e)s de la direction de la tranquillité publique relative à la déontologie

B. LA SENSIBILISATION DES AGENTS(ES) NOUVELLEMENT ACCUEILLI(E)S

Périodiquement, la direction des Ressources humaines organise des réunions d'accueil des nouveaux(elles) collègues ; réunions au cours desquelles la bienvenue est souhaitée aux nouveaux et nouvelles recruté(e)s et où plusieurs thématiques sont présentées (organigramme, statut, politique du tri, politique en faveur des déplacements doux, règles du RGPD, appel à volontaires pour le plan de sauvegarde).

Depuis l'été 2020, la présentation des contours de la déontologie est réalisée lors de cette réunion.

En 2022, 4 sessions ont eu lieu, soit 99 agent(e)s sensibilisé(e)s.

C. MISE EN PLACE DU CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN (CER)

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République et le décret du 31 décembre 2021 ont créé l'obligation pour toute association qui fait une demande de subvention de souscrire le contrat d'engagement républicain par lequel elle s'engage à :

- 1° Respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République ;
- 2° ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
- 3° s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

La procédure de demande de subvention a donc été adaptée pour respecter cette nouvelle obligation légale. Le 8 septembre 2022, une réunion d'information a été organisée auprès des associations vannetaises pour, le cas échéant, leur permettre de mieux comprendre le dispositif.

D. SPORT ET LAÏCITÉ

Par note du 22 juin 2022, la question de l'application des règles de laïcité dans le sport a été étudiée à travers l'exemple des joueuses de foot qui porteraient le voile sur les terrains municipaux.

E. CAFÉ DÉONTOLOGIQUE

En lien avec la direction de la Communication - Communication interne -, un café déontologique a été organisé en juin 2022.

Ceci a été l'occasion de débattre ensemble et librement de diverses questions déontologiques qui peuvent se poser quotidiennement dans nos différents métiers.

F. JOURNÉE DE LA LAÏCITÉ

A l'occasion de la journée de la laïcité du 9 décembre 2022, une vidéo de présentation de la laïcité a été diffusée à l'ensemble des agent(e)s.

II. Les conseils individuels

A. LES SAISINES

La déontologue a été saisie sur les thèmes suivants :

Laïcité : 1 (2 en 2021)

Devoir de réserve : 3 (1 en 2021)

Dignité : 0 (2 en 2021)

Prévention des risques de conflit d'intérêts : 0 (2 en 2021)

Cumul d'activités : 6 (4 en 2021)

La déontologue peut être saisie d'une demande d'avis par courrier ou par courriel sur la boîte « deontologue@mairie-vannes.fr ». Son numéro de téléphone est le 02 97 01 62 72. Il n'est absolument pas nécessaire d'en référer à sa hiérarchie pour effectuer cette démarche.

Pour les demandes de conseil relatives à une situation individuelle, la plus stricte confidentialité est garantie. La déontologue n'a pas d'autre interlocuteur que l'intéressé(e) et son avis n'est adressé qu'à lui ou elle (sauf demande expresse contraire).

B. LES AVIS RENDUS PAR LA DÉONTOLOGUE

Les personnes qui saisissent la déontologue sont libres de déterminer les suites qu'elles entendent donner à ses recommandations.

En raison de l'exigence de confidentialité, la présentation exclut toute référence à des faits qui seraient de nature à permettre l'identification des auteurs ou des auteures des saisines.

1. LE RESPECT DU PRINCIPE DE LAÏCITÉ

Le principe de laïcité, qui est un principe constitutionnel consacré à l'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 : « la France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

Dans l'exercice de leur fonction, les agents et agentes publics doivent respecter le principe de laïcité. En ce sens, ils et elles doivent servir et traiter de façon égale et sans distinction tous les usagers, quelles que soient leurs convictions philosophiques ou religieuses.

Une stricte neutralité s'impose. Les agent(e)s ne doivent marquer aucune préférence à l'égard de telle ou telle conviction, ni donner l'apparence d'un tel comportement, notamment par la manifestation, dans l'exercice de leurs fonctions, de leurs propres convictions religieuses.

Ce principe s'impose à tous les agent(e)s publics (fonctionnaires, contractuels, stagiaires, etc) mais aussi à tous les agent(e)s des entreprises ou associations assurant un service public.

En conséquence, il est interdit de porter un signe destiné à marquer son appartenance religieuse, dès lors que l'on se trouve en contact avec le public, a fortiori lorsqu'il s'agit d'un public mineur, que l'on soit agent(e) public ou représentant(e) d'une entreprise assurant un service public communal.

2. LE DEVOIR DE RÉSERVE

Le devoir de réserve est une exception, limitée, au principe général de liberté d'opinion des fonctionnaires et contractuel(le)s en dehors de leurs fonctions.

Le devoir de réserve oblige les agent(e)s publics (fonctionnaires ou contractuel(le)s) à faire preuve de modération dans la manière dont ils ou elles expriment leurs opinions.

Fait à Vannes le 23 février 2023
Karine MAUNY, déontologue-référente laïcité

